

MERCI MONSIEUR VEILLERETTE !

Présentée le 20 février 2007 par le député-maire de la Vienne **Jacques Remiller**, la proposition de résolution pour la création d'une « Commission d'enquête sur les causes de la surmortalité des abeilles dans les ruchers français » ne fera pas plaisir à certains syndicats apicoles. L'objectif de cette commission est de faire la lumière sur « l'incohérence de la gestion technique et scientifique du dépérissement des abeilles en France [et sur] la manière dont les budgets de recherche pour l'apiculture ont été attribués et gérés en France, notamment par le programme d'orientation apicole ». Ce qui revient à dire qu'il y aurait effectivement eu, depuis une dizaine d'années, quelques dysfonctionnements dans la gestion de la crise apicole. Pour Jacques Remiller, « le ministre [Hervé Gaymard] a pris la décision [de suspendre le Régent et le Gaucho] dans le flou scientifique en souhaitant appliquer le principe de précaution ». A l'époque, le député avait pourtant lui-même appuyé la démarche du ministre. Or, explique-t-il, « aujourd'hui, les conclusions [des scientifiques] dédouanent les produits incriminés deux ans après leur suspension ». Jacques Remiller rappelle d'ailleurs que dès le 18 novembre 2004, Hervé Gaymard avait révélé dans un entretien à la revue VSD : « Dans l'affaire du Régent et du Gaucho, il y a eu un emballement médiatique qui n'était sans doute pas étranger aux élections régionales de 2004. Mais le problème, c'est que des études scientifiques disent aujourd'hui que la mortalité des abeilles ne serait pas due qu'aux pesticides incriminés, et là, pas un mot dans aucun journal de 20 heures. » Aujourd'hui, des documents de l'unité Abeilles de l'**Agence française de sécurité sanitaire des aliments** confirment les propos du ministre de l'époque.

Plus surprenant, **Marion Guillou**, la très prudente directrice de l'**Institut national de la recherche agronomique**, est sortie de sa réserve. Répondant aux questions du journaliste **Fabrice Nicolino**, co-auteur avec le militant anti-pesticides **François Veillerette** d'un livre au titre révélateur : *Pesticides, révélations sur un scandale français*, elle a ouvertement déclaré : « Je crois que l'histoire nous dira que l'affaire du Gaucho a été un peu manipulée. Je ne suis pas sûre que les syndicats d'apiculteurs à l'origine des contestations aient eu des pratiques professionnelles totalement transparentes. Je pense notamment à l'usage de certains médicaments, ainsi qu'à l'importation de reines, qui ont compromis l'équilibre génétique des abeilles. Au total, je crois que la mortalité des abeilles a eu des causes multifactorielles. Malheureusement, on a camouflé la complexité de la question en polarisant sur le Gaucho. Qui est sans doute une cause, mais modérée par rapport à d'autres. Nous n'avons pas pu aller au bout des études en France, car il y avait des gens qui défendaient une thèse. Et la thèse, c'est que le Gaucho était le grand responsable. [...] Nous avons lancé une enquête auprès des services vétérinaires pour connaître la mortalité des ruches. Et il a été impossible d'obtenir des chiffres sur cette mortalité, qui nous auraient renseignés sur les liens entre cette dernière et l'emploi du Gaucho. Les apiculteurs ont refusé de répondre aux demandes des services vétérinaires. »

Voilà des informations qui méritaient effectivement d'être révélées. Merci MM. Nicolino et Veillerette !

Gil Rivière-Wekstein

FABRICE NICOLINO SUR LES TRACES DE THIERRY MEYSSAN

Portrait d'un journaliste militant au service du lobby anti-pesticides.

Pour rédiger sa mazarinade *Pesticides, révélations d'un scandale français*, **François Veillerette** ne pouvait choisir meilleure plume que celle de **Fabrice Nicolino**, auteur de *Tour de France d'un écologiste*, paru au Seuil en 1993. Ancien collaborateur à

Politis, *Télérama*, *Géo* et *Le Canard Enchaîné*, M. Nicolino est aujourd'hui journaliste à *La Croix* et *Terre Sauvage*. Cette judicieuse collaboration permet à François Veillerette, le président du **Mouvement pour les droits et le respect des générations futures**, de bé-

néficier du copieux carnet d'adresses de son nouvel ami ; ce qui devrait lui garantir une bonne promotion du livre. Et ce qui ne sera sûrement pas superflu, au vu du contenu de cet ouvrage, qui relève plus de la propagande conspirationniste à la **Thierry Meyssan** que

de l'enquête rigoureuse – et qui au demeurant se révèle fort décevant en ce qui concerne les fameuses « révélations » promises.

Journaliste ou militant ?

Contrairement aux propos qui figurent en introduction du livre, celui-ci n'est pas « né de la rencontre d'un journaliste et d'un militant », mais de celle de deux militants, dont l'un, Fabrice Nicolino, est avant tout un adepte de l'écologie radicale, prêt à critiquer tout ce qui n'est pas conforme à sa vision extrémiste de la société. Pour lui, **Les Verts** ne sont rien d'autre qu'un parti « caricaturalement petit-bourgeois, [un] désastre ». La **Confédération paysanne** n'est pas davantage à l'abri de ses dénigrements. « *Tiens, et si on disait du mal de la Confédération paysanne* », s'échauffe-t-il dans la revue *Politis*, avant de fustiger un communiqué du syndicat agricole sous prétexte que celui-ci ose prendre le parti des paysans, et non celui des loups. Son radicalisme lui vaut de renvoyer dos-à-dos la droite et la gauche classiques, de même que les principes du système démocratique et républicain : « *La preuve est faite que le droit de vote et la (relative) liberté d'expression qui sont le socle [de la démocratie] ne permettent pas de faire face à la situation d'urgence créée par la crise écologique planétaire.* » C'est qu'une oligarchie « *de droite et de gauche* » domine le monde. Elle « *se partage le pouvoir réel [et] il faudra bien [la] balayer au passage* ». Mais, rassure-t-il, pas question pour autant d'adhérer à la dictature. « *Bien sûr que non : la restauration, vitale désormais, des écosystèmes dévastés par le "progress" passe par la mobilisation consciente des peuples, et leur liberté.* » Comment ? « *Personne ne le sait* », et en tout cas pas la gauche traditionnelle :

« *Je sais que nombre d'entre vous s'imaginent qu'il suffirait d'un changement social, radical éventuellement, pour tout arranger. Ce n'est qu'une illusion. [Car] toutes les pensées politiques de droite et de gauche partagent ce credo fondateur entre tous : il faut continuer. A produire, à dévaster, à courir vers le gouffre.* »

Décroissance, seul salut

Pour Fabrice Nicolino, il faut mettre un terme à la société « industrielle ». La décroissance représente la seule voie de salut de l'humanité, et il n'y a rien de tel que la pauvreté, « *un choix*

C'est qu'une oligarchie « *de droite et de gauche* » domine le monde. Elle « *se partage le pouvoir réel [et] il faudra bien [la] balayer au passage* », affirme Fabrice Nicolino.

de vie basé sur la simplicité et renforcé par de hautes qualités morales ». Considérant qu'il est urgent d'en finir avec l'« hyperconsommation », Fabrice Nicolino ne peut que critiquer les syndicats, trop engagés à défendre le pouvoir d'achat. « *Le syndicalisme, fût-il d'extrême gauche ou prétendument tel, est devenu réactionnaire. Où trouve-t-on la moindre critique de la prolifération d'objets inutiles et de l'hyperconsommation chère à tant de retraités ?* », s'interroge-t-il, toujours dans *Politis*. « *Je ne serai plus jamais solidaire avec ceux qui, ayant "conquis" la télé, la voiture individuelle, le magnétoscope, la chaîne hi-fi, le téléphone portable et le lecteur DVD, se préparent à de nouvelles campagnes d'hyperconsommation. [...] Ceux qui se battent pour le maintien de leur situation personnelle, souvent privilé-*

giée sur le plan personnel, sans remettre en cause nos manières concrètes de vivre et de gaspiller, ont tort », assène-t-il. Et ce ne sont pas seulement les citoyens des pays occidentaux qui doivent se serrer la ceinture. Il ne faudrait surtout pas que les pays du tiers-monde prennent le chemin de l'Occident ! Car « *il faudrait deux ou trois planètes comme la nôtre si nous devions satisfaire, chez les peuples du Sud, la même folie d'hyperconsommation que celle que mènent les sociétés du Nord* » ! Rompant avec le discours pro tiers-mondiste, Fabrice Nicolino soutient que « *les peuples du Sud ne rejoindront jamais, à vue humaine, notre niveau de vie – ce qui abat d'un coup toute l'idéologie soi-disant universaliste des gauches –, et c'est tant mieux, non du point de vue de la morale, mais de celui de la vie* ». Propos en parfaite résonance avec les thèses malthusiennes d'un **René Dumont**, que le journaliste-militant qualifie d'ailleurs de « *prophète* ». Dans *L'Utopie*

ou la mort, l'écologiste n'affirme-t-il pas que « *l'abandon des petites filles dans les familles pauvres chinoises, ou l'avortement systématique au Japon, avant 1869 comme après 1945, peuvent être, à la lumière de nos récentes observations, considérés comme des mesures comportant une certaine sagesse* » ? Cette pensée malthusienne est encore plus explicite dans un entretien accordé par René Dumont à *Politis* : « *Le XX^e siècle est un siècle maudit. Il n'y a jamais eu autant de conneries [sic] que durant ce siècle. La première étant l'explosion démographique.* » Un thème que Fabrice Nicolino a fait sien.

Le début de la fin

Cet engagement de Fabrice Nicolino pour la décroissance se double d'une certaine nostalgie de la « *société paysanne entre 1880 et 1940* ». Tout en reconnaissant que « *ce monde n'était pas un paradis [et qu']il était souvent dur pour les femmes et les enfants, parfois insupportable pour les manouvriers* », le militant assure que « *cet univers extraordinaire, plein de tant de formes voisines et différentes, paraît humain* ». « *Tout a basculé en quelques décennies, et s'est changé en cauchemar. [...] L'alliance folle de la machine, de l'in-*

Suite page 8

OGM : DECRYPTAGE D'UNE MANIPULATION MÉDIATIQUE

« Le citoyen, comme le consommateur, est manipulable pour peu qu'on sache appuyer sur les bons boutons », peut-on lire en présentation de l'ouvrage de **Paul Moreira**, *Les nouvelles censures, dans les coulisses de la manipulation de l'information* (Robert Laffont, février 2007). Et lorsqu'il s'agit d'appuyer sur les bons boutons, Paul Moreira connaît l'exercice ! Lui-même est le réalisateur de l'émission de Canal + « 90 minutes », qui a récemment beaucoup fait parler d'elle, avec son documentaire très controversé « OGM, l'étude qui accuse » signé du journaliste **Michel Despratx**.

Diffusé le 15 novembre 2005 sur **Canal +**, « OGM, l'étude qui accuse » a bénéficié d'une seconde vie sur Internet en février 2007, grâce à une rumeur insinuant qu'il aurait été censuré. Rumeur subtilement distillée sur certains sites anti-OGM à partir du 2 février 2007, soit trois jours avant la publication du livre de **Paul Moreira** sur les nouvelles censures ! Ce « documentaire », vu par plus de 3 millions de personnes, constitue un parfait cas d'étude de l'utilisation des rouages de la désinformation médiatique, dénoncée par le même Paul Moreira. Il nous a donc paru indispensable de le décrypter.

Tout d'abord, l'ambiance. « *Jusqu'à maintenant, on n'a jamais eu la preuve scientifique que les OGM étaient dangereux pour la santé. Et bien [grâce à deux études], c'est chose faite* », annonce gravement Paul Moreira. « *Ce que montre l'enquête de Michel Despratx, c'est que les firmes des OGM et les gouvernements occidentaux ont tout fait pour minimiser et cacher les résultats de ces enquêtes scientifiques* », renchérit **Luc Hermann**, rédacteur en chef de l'émission. Habilement, les premiers éléments du montage sont posés : « *danger pour la santé* » et « *dissimulation d'information par les gouvernements et les agences internationales au profit des multinationales* ». C'est ce que l'enquête va « prouver », grâce à la « révélation de deux études secrètes ». Des accusations qui font froid dans le dos... si tant est qu'elles soient fondées !

Pendant, il y a un obstacle à surmonter. C'est que « *le public est méfiant face aux journalistes en général, et à ceux de la télévision en particulier* », comme l'affirme Paul Moreira dans un entretien accordé à *Télérama* le 6 février 2007. Il faut donc frapper fort, quitte à s'octroyer quelques libertés par rapport à la vérité. C'est pourquoi Michel Despratx décide d'assener une nouvelle fois sa thèse en faisant parler madame Tout-le-monde. C'est bien connu, grâce au phénomène identificatoire, le message passe mieux chez le téléspectateur. « *En fait, on ne sait pas si [les OGM] sont dangereux ?* », demande le journaliste à une passante. « *On ne sait pas* », répond-elle. « *On ne sait pas, mais cela se vend quand même* », poursuit-il. « *Exactement !* », confirme la passante. L'affaire est entendue. Cette

subtile mise en scène permet ainsi de faire croire que ces dangers sont établis et, pire, que nos responsables sont tout à fait prêts à les ignorer.

Après cette délicate mise en bouche, Michel Despratx se lance dans la définition d'un OGM : « *Un organisme génétiquement modifié est une plante dans laquelle des scientifiques ont introduit un gène venant d'un animal* ». Cette définition est incorrecte. Un OGM est en effet un organisme dont le matériel génétique a été modifié d'une manière qui ne peut s'effectuer naturellement par multiplication et/ou par recombinaison. La différence n'est pas anodine. En effet, aucun OGM utilisé aujourd'hui ne contient « *un gène venant d'un animal* ». L'affirmation suivante : « *on a inventé le maïs qui tue les insectes* », est également erronée. Car il n'existe pas de « *maïs OGM qui tue les insectes* », mais des maïs OGM qui tuent certains insectes bien ciblés qui leur sont nuisibles, tout en étant parfaitement inoffensifs à l'égard des autres ! Cette technique de manipulation, qui mêle raccourcis et amalgames, n'a pas échappé à un jeune étudiant en biologie de l'Université de Versailles, qui résume dans son blog Internet : « *On présente la plante génétiquement modifiée comme un outil qui provoque la mort* ». Il semblerait que l'objectif du journaliste ne soit pas de donner une information exacte, mais de faire émerger un concept, qu'il souhaite terrifiant : celui de « *maïs-pesticide* », qu'il illustre habilement par une abeille morte !

Dans son entretien à *Télérama*, Paul Moreira s'insurge contre le fait que certains de ses confrères « *acceptent de balancer telle ou telle info, plus ou moins complète, plus ou moins orientée* ». Pourquoi cautionne-t-il alors un documentaire dont la rigueur journalistique ne répond pas à sa propre éthique ? D'autant plus que dans le reste du reportage, Michel Despratx ne fait pas vraiment dans la dentelle...

Le cas de l'étude italienne

Le premier dossier « secret » sur lequel s'appuie le reportage a fait l'objet de cinq publications, dont trois dans le *European Journal of Histochemistry* (2003, 2004, 2005). Il s'agit de travaux réalisés par l'équipe italienne de **Manuela**

Malatesta, effectués sur des souris nourries avec un soja OGM. Ils ont été présentés lors du 46ème symposium d'histochimie qui s'est tenu à Prague les 22-25 septembre 2004. Ces travaux sont d'ailleurs tellement connus que même la petite revue militante anti-OGM de l'association **Inf'OGM** en a fait état à plusieurs reprises. Dans le reportage, ils sont présentés comme révolutionnaires. « *C'est ce microscope électronique jamais utilisé avant qui a permis de découvrir que l'OGM a modifié les organes des souris* », explique Michel Despratx. Cette découverte alarmante nécessite donc d'être poursuivie. Anticipant sur la réaction naturelle du spectateur, le journaliste ajoute : « *Il est crucial de poursuivre cette étude* ». Or, qu'apprend-on ? « *Curieusement, le gouvernement italien refuse de financer plus loin cette recherche* ». Une information qui semble invraisemblable ! Pourtant, ces propos sont confirmés par Mme Malatesta. « *Comme il n'y a pas de données scientifiques qui démontrent que les OGM ont des effets négatifs sur la santé, il est inutile de faire de la recherche sur ce sujet* », lui aurait-on répondu. « *Pour l'instant, les souris qui ont mangé des OGM ne sont pas tombées malades* », admet le journaliste. « *Mais à long terme ?* », s'interroge-t-il, insinuant le doute quant à d'éven-

tuelles conséquences dans le futur. Laisant entendre qu'on ne sait pas et qu'on ne veut surtout pas savoir, Michel Despratx peut donc conclure : « *Autrement dit, le gouvernement Berlusconi ne veut pas en savoir plus sur les risques du soja transgénique* ». L'affaire est limpide. Sous l'influence de **Silvio Berlusconi**, l'Etat italien aurait enterré la seule étude démontrant le danger des OGM pour la santé humaine. Fin de la séquence italienne.

Pourtant, contrairement à ce que laisse entendre le reportage, l'étude de Mme Malatesta a fait l'objet d'une polémique publique tout à fait transparente en Italie. Lors de sa publication, un reportage à la télévision italienne lui a été consacré, et le plus grand hebdomadaire national, *Panorama*, a publié un article de plusieurs pages à son sujet. **Gianni Alemanno**, le ministre italien de l'Agriculture – connu pour ses positions très prudentes à l'égard des OGM¹, – a d'ailleurs saisi le **Conseil supérieur de la santé** pour lui demander d'analyser les travaux de la chercheuse. Démarche qui a reçu le soutien du parti **Vert** italien. Après examen, le conseil italien a jugé que les travaux de Mme Malatesta ne méritaient pas d'être poursuivis. En effet, sans analyse biochimique, sans définition claire de la lignée

1. Gianni Alemanno a instauré pendant cinq ans une tolérance zéro sur les OGM.

des animaux utilisée et sans définition de la nature des sojas témoin et transgénique, ces expériences ne sont ni reproductibles, ni vérifiables. De fait, les travaux de Mme Malatesta n'ont suscité aucune inquiétude particulière tant de la part du Conseil supérieur de la santé italien que de celle de la communauté scientifique internationale qui a examiné les résultats. Ce qui explique que personne n'ait estimé utile de poursuivre ces recherches. M. Berlusconi n'y est donc pour rien !

Pour étayer sa thèse, Michel Despratx prend cependant à témoin le spectateur en lui montrant des images d'organes de souris ayant ingéré du soja OGM, et présentant des « lésions » sous forme de « points noirs ». Ces images peuvent facilement persuader le néophyte de la nocivité du soja OGM. Mais il n'en va pas de même des spécialistes. « *Les conclusions de Manuela Malatesta, telles que je les ai vues sur le film, ne sont nullement convaincantes* », déclare le

Les travaux de Mme Malatesta n'ont suscité aucune inquiétude particulière dans le monde scientifique, ce qui explique que personne n'ait estimé utile de poursuivre ces recherches.

Pr Jean-François Foncin, du laboratoire de neurohistologie de Brie-Comte-Robert. En effet, « *ces images en microscopie électronique sont non spécifiques et peuvent très bien être dues à des variations dans les conditions de fixation – la rigueur de celle-ci doit être à la mesure de la méthode* ». Une précision

qu'il n'aurait pas été inutile de faire partager aux téléspectateurs. Tout comme il aurait été instructif que Michel Despratx fasse état des propres conclusions de Mme Malatesta, qui sont consignées dans ses diverses publications. La chercheuse italienne ne fournit en effet aucune explication définitive sur la nature de ces points noirs, sauf à suggérer que ceux-ci pourraient être dus à des résidus de glyphosate sur le soja transgénique, ou à une modification des teneurs en phyto-œstrogènes, substances présentes à l'état naturel dans le soja et dont la teneur peut varier selon les variétés. Rien à voir avec un problème d'OGM ! Ce qu'elle a clairement démontré en revanche, c'est que « *les animaux ne présentent aucune anomalie au plan des organes étudiés (foie, pancréas, etc.), et surtout aucune atteinte à leur survie, ou à leur poids, ou à leurs niveaux circulants d'insuline et d'alpha-amylase à la fin des traitements* », comme l'explique **Patrick Maurel**, directeur de recherche à l'**Inserm** et membre de la **Société française de toxicologie**, et surtout, que ces perturbations, lorsqu'elles existent, sont réversibles, les points noirs disparaissant au bout d'un mois ! Michel Despratx disposait donc de la réponse à sa question sur les effets à long terme : ceux-ci sont inexistantes. Pourquoi alors a-t-il entretenu le doute ? Pire, pourquoi a-t-il affirmé que « *l'OGM a modifié les*

organes des souris » ? Pourquoi n'a-t-il pas communiqué l'avis des experts qui se sont prononcés sur ces travaux ? Pourquoi a-t-il présenté cette étude comme secrète ? Pourquoi n'a-t-il pas fourni aux spectateurs l'ensemble des éléments relatifs aux véritables motifs de l'arrêt des recherches de l'équipe de Mme Malatesta ?

Le cas de l'étude Monsanto

Deuxième dossier « révélé » par le documentaire : celui du maïs MON 863 de **Monsanto**. Ce maïs OGM a fait l'objet de travaux réalisés par la firme américaine, et consignés dans une étude de plus de 4 000 pages. Selon le reportage, c'est dans cette étude « *cachée par les pouvoirs publics et par les firmes* » que se trouveraient les preuves de la toxicité de l'OGM pour les rats. Certes, le volumineux rapport de Monsanto n'était pas consultable par le citoyen. Mais laisser entendre que la firme américaine aurait caché des éléments importants relève de la pure désinformation. En effet, le rapport, qui contient exclusivement des données brutes sur une seule étude sur rat réalisée pour la firme américaine par un nombre limité de laboratoires, avait été diffusé auprès de tous les organismes officiels de santé publique qui devaient trancher sur l'innocuité de l'OGM. Il n'avait donc rien de secret. La confidentialité exigée par Monsanto pour ce document (comme d'ailleurs pour la plupart des rapports de ce type) est peut-être discutable. En revanche, le fait que la firme américaine ne désire pas communiquer ses résultats à des organisations anti-OGM – se doutant bien de l'utilisation qui pourrait en être faite – est compréhensible. Pourquoi Michel Despratx a-t-il prétendu qu'il s'agissait d'un document secret ? Cette technique de reportage n'est-elle pas précisément celle que Paul Moreira reproche au réalisateur américain **Michael Moore** d'utiliser, lorsqu'il fustige sa « *tendance à escamoter un peu les faits qui ne le servent pas* » ?

Haro sur la CGB

En France, nul chercheur ne connaît mieux le dossier MON 863 que **Gérard Pascal**, chargé de mission à la Direction scientifique nutrition humaine et sécurité des aliments de l'Institut national de la recherche agronomique (**Inra**). Membre de la Commission du génie biomoléculaire (**CGB**), il est le premier à avoir décortiqué la volumineuse étude déposée à la CGB pour avis par la firme américaine. Il aurait donc été naturel que le journaliste s'entretienne avec lui. D'autant plus que c'est lui qui a formulé les objections initiales concernant le MON 863. Or, curieusement, Gérard Pascal n'a jamais été contacté par l'équipe de Michel Despratx. Visiblement, ce dernier a préféré s'en tenir aux quelques explications sommaires de **Gilles-Eric Séralini**, professeur de biologie moléculaire – qui au demeurant n'est ni toxicologue, ni statisticien. En moins de quinze secondes, ce dernier, avec toute l'autorité de sa blouse blanche revêtue pour l'occasion, démon-

tre la « *fraude statistique* » de Monsanto. Une « fraude » qui aurait échappé à tous les experts de la CGB ! Michel Despratx n'a de toute évidence pas estimé nécessaire de suivre les doctes recommandations confiées par Paul Moreira au magazine *Télérama* : « *Le journaliste reste garant d'une indépendance et d'une méthode : il vérifie les infos, il multiplie ses sources, il va sur place* ». A moins que son objectif n'ait tout simplement été de jeter le discrédit sur la CGB ; ce qui pourrait expliquer l'intervention de Gilles-Eric Séralini. En effet, le professeur, bien que membre de la Commission du génie biomoléculaire, est aussi et surtout un militant anti-OGM notoire (en particulier au **Crii-gen**²), qui ne rate pas une occasion pour critiquer le fonctionnement de la CGB. Voilà un autre élément qui aurait certainement intéressé le téléspectateur.

Où est le scandale ?

La véritable histoire du maïs MON 863 n'a rien de scandaleux, et constitue même l'exemple parfait du fonctionnement très prudent de la CGB. Alors que ce dossier était déjà validé par plusieurs instances internationales, dont l'**Afssa** et l'**Aesa**³, la Commission du génie biomoléculaire a pris plus d'un an pour l'examiner. Interrogé par la rédaction d'A&E, Gérard Pascal a rappelé que « *lors d'une première séance, le 27 mai 2003, la CGB a examiné le rapport sur le maïs MON 863 déposé auprès des autorités allemandes. Or, à la lecture de ce dernier, elle a estimé qu'il était impossible de se prononcer sans disposer du rapport complet de l'étude de toxicité à 90 jours chez le rat, dont elle n'avait reçu qu'un court résumé. C'est ce qu'elle a fait savoir par un avis, le 27 juin 2003.* » Après réception de ces données, fournies par la **Commission européenne**, Gérard Pascal a mis en évidence un certain nombre de différences significatives entre le lot d'animaux « lignée parentale » non transgénique et le lot MON 863. La CGB est donc revenue vers Monsanto pour lui demander un complément d'explications. « *Lors d'une première rencontre avec les représentants américains de la firme, ces derniers ne nous avaient pas apporté des éléments convaincants. Dans un avis daté du 25 juin 2004, nous avons donc suggéré à Monsanto de nous fournir des informations complémentaires* », poursuit Gérard Pascal. La firme américaine s'est exécutée. Elle a remis une expertise indépendante réalisée par deux anatomo-pathologistes de renom international en matière d'anomalies du rein du rat. Cette expertise faisait ressortir que les anomalies observées sur le lot MON 863 étaient de même nature que celles observées sur le lot témoin – tout en étant

2. Le Comité de recherche et d'information indépendantes sur le génie génétique est une association anti-OGM dirigée par **Corinne Lepage**. M. Séralini fait partie de son conseil scientifique.

3. Afssa : Agence française de sécurité sanitaire des aliments. Aesa : Autorité européenne de sécurité alimentaire.

un peu plus nombreuses, bien que non statistiquement significatives – et qu’elles étaient identiques à celles observées traditionnellement chez le rat de laboratoire.

« Pour être certains, nous avons demandé une contre-expertise à un expert français, le **Pr A-Laurent Parodi**, ancien directeur de l’**Ecole nationale vétérinaire d’Alfort** », ajoute Gérard Pascal. Ayant obtenu réponse à l’ensemble de ses interrogations, la CGB a finalement conclu, lors des séances des 9 et 23 novembre 2004, que le maïs MON 863 ne représentait aucun danger. Elle a ainsi conclu dans le même sens que les autorités sanitaires de nombreux pays (comme l’Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon, Taïwan ou encore les Etats-Unis), qui avaient déjà donné leur accord à l’importation du maïs MON 863. « *Michel Despratx pense-t-il sérieusement qu’il y ait également dans ces pays une conspiration des gouvernements et des agences de protection de la santé ?* », s’interroge Patrick Maurel.

Pourquoi ces clarifications ont-elles été exclues du reportage, alors qu’elles étaient de notoriété publique ? En effet, Gérard Pascal s’était clairement exprimé à ce sujet lors de son audition parlementaire du 2 février 2005. De telles omissions peuvent-elles être considérées comme « *le résultat d’une enquête contradictoire réalisée dans les règles les plus strictes du métier journalistique* », comme l’écrit Luc Hermann dans un courrier du 14 décembre 2005 ? On peut alors se demander où est le vrai scandale : dans l’affaire du maïs MON 863, ou dans la réalisation d’un « documentaire » qui veut faire passer la CGB pour un comité corrompu à la solde de Monsanto ?

Une manipulation dénoncée

Personnellement mis en cause dans le reportage, le **Pr Marc Fellous**, président de la CGB, a réagi avec la plus grande fermeté : « *Ce document manque d’objectivité et accumule les erreurs et les inexactitudes. Avec des coupures bien choisies, l’on me fait tenir des propos qui, sortis de leur contexte, donnent lieu à des interprétations erronées.* »

Comme le relève Patrick Maurel : « *La question de la dangerosité des plantes OGM est posée au Pr Marc Fellous à la fin du reportage. Avec une très grande honnêteté scientifique et intellectuelle, celui-ci répond en scientifique responsable : même si aucune donnée ne nous permet à l’heure actuelle de dire que des risques existent pour les populations humaines exposées, on ne peut pas affirmer qu’il n’y en a pas. Le risque zéro n’existe pas. Et le journaliste de s’emparer prestement de cette réserve avec*

l’arrogance imbécile des ignorants pour conclure à “un surprenant aveu” [sic] sur le fait que les plantes OGM représentent un grand danger ! Bravo pour l’entourloupe : un modèle du genre ! »

Le Pr Fellous a reçu de nombreux témoignages de soutien. **Michel Dron**, professeur de biologie et de pathologie végétale et directeur de l’**Ecole doctorale d’Orsay**, qualifie le reportage d’« *abominable désinformation* ». Pour sa part, Gérard Pascal estime que « *cette diffusion est une attaque intolérable à la vérité scientifique* ». C’est pourquoi dès le 8 décembre 2005, il a organisé « *une réunion de tous les responsables de communication des centres de l’Inra pour analyser avec eux, en détail, les passages mensongers* ». Quant à **Jean-Yves Le Déaut**, député socialiste de Meurthe-et-Moselle et vice-président de l’**Office parlementaire d’évaluation des choix scientifiques et technologiques**, il a vivement réagi dans un courrier adressé à l’équipe du reportage le 1^{er} février 2006 : « *Je suis sidéré par le manque total d’esprit critique et d’objectivité du journaliste Michel Despratx. [...] La qualité scientifique du film est médiocre. [...] Tout est à l’avenant dans ce film : de la définition du maïs “tueur d’insectes” à l’isolement de leur contexte des propos du Pr. Marc Fellous, que vous affublez de la distinction péjorative de “chef des experts”. [...] Ces sujets sont complexes et ne méritent pas le traitement de “café du commerce”* ».

Dans *Télérama*, Paul Moreira déclarait que « *le journaliste est obligé de soigner ses réseaux, d’être dans la connivence. Il est du coup plus facilement manipulable* ». Formulée à propos de la « fuite » du secret d’instruction, cette remarque semble pourtant avoir été taillée sur mesure pour le reportage ! Car s’il y a connivence, c’est bien entre Michel Despratx et les **Faucheurs volontaires**, comme en témoigne la séquence dédiée aux destructions de champs de maïs OGM. Il n’est donc pas surprenant d’apprendre que Michel Despratx – associé pour l’occasion à l’animateur OGM de la **Confédération paysanne**, **Michel Dupont** – se vante d’utiliser « *cette émission devant les magistrats en tant qu’élément d’information et de défense depuis [le procès de] Versailles et bientôt à [celui d’]Orléans* », comme en atteste un mail adressé à **La Ferme des Bleuets** le 6 février 2007 !

Aurolé de sa prétendue objectivité journalistique, « *OGM, l’étude qui accuse* » peut donc être utilisé à des fins militantes et politiques dans le cadre d’affaires judiciaires relevant du pénal... alors qu’il ne s’agit ni plus ni moins que d’un grossier montage ! Doit-on en déduire que les opposants aux OGM n’ont rien de plus solide pour défendre leurs positions ?

REVUE DE LIVRE : L'ARME ALIMENTAIRE

Coincée entre les ultralibéraux et les altermondialistes partisans d'une vision bucolique et régressive, l'agriculture française est-elle menacée de disparaître ?

Lors du débat organisé le 21 février 2007 par l'**Association française des journalistes agricoles**, Christian Pèes, président du groupe coopératif **Euralis**, a appelé l'agriculture à ouvrir ses enjeux aux citoyens. « *L'agriculture française est refermée sur elle-même* », regrette-t-il. Cette attitude laisse la communication agricole aux seules mains des partisans de l'altermondialisme et de l'ultralibéralisme.

C'est pour contribuer à y remédier que Christian Pèes a décidé de rédiger *L'arme alimentaire. Les clés de l'indépendance*. Ouvrage à la fois passionné et pédagogique, clairement destiné au grand public, *L'arme alimentaire* a surtout le mérite d'apporter quelques clarifications sur le métier d'agriculteur d'aujourd'hui. « *En 2013, si l'on n'y prend garde, l'agriculture mondiale aura basculé du côté ultralibéral. Et la nôtre sera sur une voie de garage* », s'inquiète-t-il. Or, « *quelle France voulons-nous pour demain, sur la scène mondiale ? Quelle agriculture ? Quelle alimentation ? Quel environnement ? Combien d'agriculteurs ?* » Selon lui, « *pendant longtemps, nous nous sommes voilé la face en voulant tout. Une France exportatrice (subventions aux exportations !) mais bucolique (subventions aux projets environnementaux !), high-tech (vive la science !) mais bio (à bas les OGM !), compétitive (au temps pour les Américains !) mais sociale (vive les petits paysans !)* ».

L'impassé des idéologies

Pour Christian Pèes, il est temps de choisir. Et les échéances fixées par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont l'avantage de contraindre

la France à se réveiller. « *Ensemble, nous devons nous interroger : notre pays a-t-il sa place dans la grande épopée mondiale de l'alimentaire et de l'énergie ? Si la réponse est non, déléguons à d'autres le soin de nous nourrir, de nous chauffer et de faire tourner nos industries, avancer nos voitures... Tout en priant le Ciel que des tiers malintentionnés n'aillent jamais brandir contre nous les armes alimentaire et énergétique, les plus imparables qui soient. Si la réponse est oui, en revanche, nous devons nous donner d'urgence les moyens de jouer notre partie.* » Et cette partie ne pourra être gagnée qu'en sortant de « *l'impassé des idéologies* », estime Christian Pèes. Ce dernier renvoie dos-à-dos « *la mondialisation et son étendard cousu de cynisme libéral* » et « *l'altermondialisme et son aveuglement donquichottesque* ».

« *Nous sommes quelques-uns à croire qu'il existe une tierce voie, et que les convictions des uns et des autres pourraient s'y retrouver* », poursuit le président d'Euralis. Il propose donc « *une troisième voie, qui tient de l'altermondialisme son souci de l'humain et du libéralisme son respect du marché.* [...] *L'agriculture française, européenne, peut être productive, rentable et respectueuse de l'environnement dans le contexte de la mondialisation. Non seulement elle le peut, mais elle le doit ! Elle n'a pas le choix* », affirme-t-il.

La rupture technologique

Nul doute que sa critique envers l'OMC sera capable de fédérer le monde agricole. En revanche, il est peu probable qu'il en ira de même de son adhésion à la « *rupture technolo-*

gique » que constituent les biotechnologies. Pour Christian Pèes, « *les Faucheurs volontaires se trompent de combat. [...] A moins qu'il ne s'agisse d'une volonté délibérée de ramener l'humanité au Moyen Age pour protéger Gaïa. Le mythe de la décroissance. Après tout, pourquoi pas ? Encore faut-il que les humains le souhaitent... Ce n'est pas mon opinion.* » Et clairement pas celle des représentants des quelque 15 000 maïsiculteurs adhérents à sa coopérative qui, après deux années de baisse de récoltes à moins 15 %, dues à des attaques massives de parasites (notamment consécutives à l'interdiction des traitements de semences comme le Gaucho, le Poncho ou le Régout TS), se déclarent nombreux à vouloir passer aux OGM.

Certes, Christian Pèes est conscient que cette orientation ne pourra se réaliser qu'avec l'adhésion du grand public. « *L'agriculture française peut prendre un nouvel essor – ou mourir. A vous, citoyens de France, à vous, hommes politiques, d'en décider* », écrit-il en conclusion. Son livre vise avant tout à ce que le lecteur dispose de tous les éléments pour bien choisir. Un pari qui n'est pas gagné d'avance !

L'arme alimentaire.
Les clés de l'indépendance.
Christian Pèes
Le cherche midi
Prix : 15 euros - janvier 2007

**TRAQUANT DEMI-VÉRITÉS ET CONTREVÉRITÉS, A&E FLASH APPORTE
DES INFORMATIONS INÉDITES SUR LE MONDE AGRICOLE :**

A&E FLASH

**un service gratuit disponible sur
www.agriculture-environnement.fr**

Suite de la page 2

industrie et des technosciences, emballe tout. Place à la vitesse ! Place à la pub, au plastique, à la chimie, à la merde », accuse-t-il. Rejoignant le « siècle maudit » de René Dumont, il peut donc conclure que « le siècle précédent aura sacrifié sans y penser, sans s'y arrêter, une sociabilité assise sur des siècles de pratiques modestes, adaptées au temps, à l'environnement, aux contraintes physiques ». Pour lui, le « début de la fin » commence juste après la Seconde guerre mondiale. En bon militant catastrophiste, il reprend à son compte les théories de certains chercheurs selon lesquelles « nous sommes les contemporains de la sixième crise d'extinction des espèces »¹. Son projet de décroissance ne faisant pas vraiment l'unanimité parmi la population, c'est seulement en jouant sur le registre de la peur qu'il peut espérer mobiliser les masses. Nous sommes entrés « dans les temps écocidaire », pires que « l'insupportable époque des génocides de masse, Rwanda compris », annonce-t-il. En refusant de ratifier le protocole de Kyoto, « nos chers amis américains préparent dans la bonne humeur un bel et grand Holocauste » !

Pour le militant écolo, tout événement météorologique qui sorte un peu de l'ordinaire peut être imputé au réchauffement climatique : « Même si rien ne prouve formellement que les pluies folles de cette année [2001] soient l'ef-

1. L'histoire de la vie a été marquée par cinq crises majeures d'extinction, qui s'échelonnent entre 500 millions d'années (ordovicien) et 5 millions d'années (crétacé, avec la disparition des dinosaures). Selon certains chercheurs, la sixième crise a été amorcée il y a environ 100 000 ans, et a été accélérée par l'intervention de l'Homme (surexploitation, pollution, destruction des habitats, etc.).

fet du réchauffement de la planète, les indices ne manquent pas d'un lien possible entre l'un et l'autre. » Et les bouleversements iront en s'aggravant, met-il en garde dans la revue *Politis* du 19 avril 2001 : « N'oublions pas que certaines projections, pas moins sérieuses, prévoient l'imminence d'un nouvel âge glaciaire sur l'Europe, pour cause de disparition ou d'atténuation du Gulf Stream ! » Cela ne l'empêche pas d'affirmer, quelques mois plus tard, que le réchauffement climatique pourrait subitement devenir une bénédiction. Citant un article du magazine *New Scientist*, il déclare qu'« au Sahel, le désert recule, et certains paysans, qui avaient fui la région, sont revenus s'y installer ». « Peut-être s'agit-il – qui sait ? – de l'un des effets paradoxaux attendus du dérèglement climatique en cours », s'interroge-t-il, avant de conclure, bien doctement : « Attendons, et prions que cela dure. »

Le complot

Fabrice Nicolino n'a pas attendu sa collaboration avec le militant anti-pesticides pour se lancer dans la dénonciation tous azimuts des responsables de cette « crise écologique et morale ». Dans *Tour de France d'un écologiste*, il accuse le pouvoir secret d'une petite élite, sorte d'oligarchie scientifique : les grands corps d'Etat – notamment les Mines, les Ponts et chaussées et le Génie rural des eaux et forêts (Igref). « Qui commande ? Officiellement les politiques, les ministres, l'Etat. En réalité, quelques centaines d'ingénieurs issus des plus grandes écoles, animés d'une vision du monde que je crois totalement inadaptée aux questions posées », affirme-t-il. Il est vrai que cette « face cachée de la société française » ne représente pas grand-chose numériquement : « A l'échelle du pays, ils ne sont qu'une poignée. Une cohorte, un

groupuscule. » Mais ils sont indestructibles, et l'un de leurs principaux crimes est de disposer du « monopole d'expertise technique ». D'où l'impérieuse nécessité de les dissoudre. « Si j'étais Vert en France, la première chose que je ferais, c'est une campagne pour l'abolition des grands corps d'Etat », déclare le célèbre militant allemand anti-nucléaire **Mycle Schneider**, cité par Fabrice Nicolino à la fin de l'ouvrage. **Jean-François Terrasse**, directeur scientifique du **WWF-France** de 1985 à 1996 – également cité dans le livre – estime quant à lui que « la lutte contre les grands corps techniques de l'Etat devrait être une priorité du mouvement écologique. Il faudrait démanteler l'EDF, les Igref, les Mines et le reste. »

« Les technocrates ne sont pas responsables de tout », reconnaît néanmoins Fabrice Nicolino. Car il y a aussi les scientifiques, dont « bon nombre sont des cons [sic] ». Tout ce beau monde est, bien entendu, manipulé par les multinationales, les vraies responsables aux yeux du militant : « La vérité, qui finira bien par être connue, c'est que la chimie, totalement aux mains des multinationales, a déclaré la guerre à la vie sur terre. »

Cette dénonciation d'un monde aux mains de puissances occultes – ici « le lobby des pesticides » – constitue le fil conducteur de *Pesticides, révélations d'un scandale français*. La « construction délirante et néanmoins organisée [de cet ouvrage, dont] la méthode, qui est aussi celle des négationnistes, consiste à empiler certains faits réels sur d'autres controuvés, puis de passer le tout au hachoir de la surinterprétation », pour reprendre les propres accusations de Fabrice Nicolino au sujet de *L'effroyable imposture* de Thierry Meyssan, est caractéristique des théories conspirationnistes. Celles-ci sont irréfutables, car « les preuves avancées qu'un complot n'existe pas se transforment en autant de preuves qu'il existe », comme l'analyse le philosophe **Pierre-André Taguieff** au sujet des constructions paranoïaques. « Si vous niez l'accusation, cela prouve que l'accusation est vraie », résume **Damien Theillier**, professeur de philosophie.

Bienvenue donc à *Pesticides, révélations d'un scandale français*, dans l'univers obscur des puissances masquées qui manipulent le monde !

TARIF D'ABONNEMENT (12 numéros)

Société de plus de 25 salariés : 150 euros

Société de moins de 25 salariés : 75 euros

NOM

PRENOM

SOCIETE

E-MAIL

ADRESSE

TELEPHONE

Je désire également recevoir la version électronique

Merci d'adresser votre règlement à :

Amos Prospective

2 bis rue Dupont de l'Eure - 75020 Paris

46 - N.B. : un justificatif vous sera envoyé en retour.